

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 663

[C - 99/27140]

25 FEVRIER 1999. — Décret modifiant le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Peuvent prendre l'initiative de créer un parc naturel :

- 1° la Région wallonne représentée par son Gouvernement;
- 2° la commune ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles le parc naturel est envisagé;
- 3° la province sur le territoire de laquelle le parc naturel est envisagé;
- 4° les communes et la ou les provinces sur le territoire desquelles le parc naturel est envisagé;
- 5° l'association de la Région wallonne, représentée par son Gouvernement, de la ou des communes et éventuellement de la ou des provinces sur le territoire desquelles le parc naturel serait compris.

L'autorité qui a pris l'initiative de créer un parc naturel est le pouvoir organisateur de ce parc. »

Art. 2. A l'article 4, § 1^{er}, insérer après le premier alinéa un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Si le pouvoir organisateur est constitué de plusieurs communes, une intercommunale est constituée au plus tard au moment de l'établissement du projet. »

Art. 3. A l'article 7, apporter les modifications suivantes :

1. Les §§ 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. La commission de gestion est composée comme suit :

1° des membres proposés par les conseils communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel, soit :

- si le parc naturel s'étend sur le territoire d'une commune, six membres;
- s'il s'étend sur le territoire de deux communes, quatre membres par commune;
- s'il s'étend sur le territoire de trois ou quatre communes, deux membres par commune;
- s'il s'étend sur le territoire de plus de quatre communes, un membre par commune;

2° un membre proposé par chacun des conseils provinciaux des provinces sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel;

3° un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

4° trois membres proposés par le pouvoir organisateur dont un au moins représente les associations culturelles qui ont exercé et qui exercent leur activité sur le territoire du parc naturel et, s'il échet, un représentant des entreprises qui exercent leurs activités sur le territoire du parc naturel;

5° deux membres locaux proposés par des associations qui ont pour objet la conservation de la nature et qui exercent leur activité en tout ou en partie sur le territoire du parc naturel;

6° trois membres locaux proposés par des associations professionnelles d'agriculteurs, de sylviculteurs et d'artisans, et qui sont eux-mêmes agriculteurs, sylviculteurs ou artisans;

7° un membre proposé par des organisations locales s'occupant du développement du tourisme;

8° deux fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne, appartenant l'un au service compétent pour la conservation de la nature, l'autre au service compétent pour l'aménagement du territoire.

§ 3. Le pouvoir organisateur sollicite les différents organismes et institutions chargés de proposer les membres visés au § 2, 1° à 7°, en vue de la constitution de la commission de gestion.

Les propositions de candidats visés au § 2, 1° à 7°, sont adressées sur une liste double au pouvoir organisateur dans un délai de deux mois à partir de la date à laquelle le pouvoir organisateur a sollicité les différents organismes et institutions mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

Si le pouvoir organisateur n'est pas la Région wallonne, il transmet les propositions de candidats au Gouvernement.

Au moins l'un des deux candidats figurant sur chaque liste est domicilié dans l'une des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel. »

2. Dans le § 6, il est inséré, après l'alinéa 2, les alinéas suivants :

« En vue du renouvellement de la commission de gestion, le pouvoir organisateur sollicite les différents organismes et institutions chargés de proposer les membres visés au § 2, 1° à 7°.

Les propositions de candidats visés au § 2, 1° à 7°, sont adressées sur une liste double au pouvoir organisateur au plus tard deux mois avant la date d'expiration des mandats de la commission de gestion.

Si le pouvoir organisateur n'est pas la Région wallonne, il transmet les propositions de candidatures au Gouvernement un mois avant la date à laquelle les mandats des membres de la commission de gestion doivent prendre fin.

A défaut de décision du Gouvernement à l'expiration des mandats, ceux-ci sont prolongés pour la durée nécessaire à leur renouvellement. »

Art. 4. A l'article 10, il est ajouté, in fine, l'alinéa suivant :

« L'octroi de ces subventions est lié au respect des dispositions du décret. »

Art. 5. A l'article 11, remplacer les termes « à l'article 40 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme » par les termes « aux articles 40 et 53 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »

Art. 6. L'article 12 du même décret est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« 6° la construction d'une installation de stockage de déchets légèrement radioactifs. »;

2° cet article est complété par les alinéas suivants :

« La décision de la commission de gestion est immédiatement notifiée au demandeur de l'autorisation, à l'autorité chargée de délivrer le permis et à la ou les communes qui en assurent la publicité par voie d'affichage selon les modalités définies par le Gouvernement.

Un recours peut être introduit contre la décision de la commission de gestion prise en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article :

— dans les trente jours de l'affichage de la décision, si le recours est introduit par un tiers intéressé;

— dans les trente jours qui suivent la notification, si le recours est introduit par le demandeur.

Il est créé auprès du Gouvernement un collège des recours qui a son siège à Namur et dont les membres sont nommés par le Gouvernement.

Le recours est introduit auprès du collège des recours qui statue dans les trente jours.

Les décisions sont prises à la majorité des membres du collège.

Le collège des recours comprend huit membres nommés par le Gouvernement :

— un membre de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (C.R.A.T.) choisi parmi les personnes proposées;

— un membre du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature choisi parmi les personnes proposées;

— un membre du Conseil économique et social de la Région wallonne (C.E.S.R.W.) choisi parmi les personnes proposées;

— le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (D.G.R.N.E.) ou son représentant;

— le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine (D.G.A.T.L.P.) ou son représentant;

— le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions ou son représentant;

— le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions ou son représentant;

— le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions ou son représentant.

Le collège est présidé par le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions.

Les membres d'une commission de gestion d'un parc naturel ne peuvent pas également être membres du collège des recours.

Le Gouvernement arrête les modalités de composition et de fonctionnement du collège des recours. »

Art. 7. L'article 17 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les limites d'un parc naturel peuvent être modifiées à l'initiative du pouvoir organisateur. Cette modification peut entraîner celle de la dénomination et du plan de gestion du parc.

Le pouvoir organisateur établit un projet sans avoir à consulter un comité d'étude. Les articles 4 et 5 sont d'application pour le surplus.

La commission de gestion est consultée sur l'ensemble du projet.

§ 2. Toute commune limitrophe d'un parc naturel peut demander l'intégration de tout ou d'une partie de son territoire dans ce parc.

Dans ce cas, le pouvoir organisateur prend en considération la demande, en informe le Gouvernement wallon, prend l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature et consulte la commission de gestion. Il prend une décision motivée en fonction des objectifs prévus à l'article 1^{er} et à l'article 6, 1°, du présent décret et en informe le Gouvernement.

Lorsque la décision du pouvoir organisateur est favorable à la demande d'intégration adressée par une commune limitrophe, le pouvoir organisateur établit un projet de modification des limites du parc conformément au § 1^{er} du présent article, au plus tard dans les six mois qui suivent la décision.

§ 3. Le plan de gestion d'un parc peut être modifié par le pouvoir organisateur, sur proposition de la commission de gestion.

Aucune modification ne peut cependant y être apportée pendant les trois premières années qui suivent la création du parc naturel en ce qui concerne les objectifs poursuivis, visés à l'article 6, 1°.

§ 4. Si la modification des limites du parc naturel a pour conséquence une modification de la composition de la commission de gestion, cette modification doit être effectuée dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement qui décide ou qui approuve la modification.

§ 5. Si la modification des limites du parc naturel vise à l'intégration d'une partie du territoire d'une commune déjà membre du pouvoir organisateur, les consultations prévues à l'article 4, § 2, se limitent à la commune concernée et au Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature. »

Art. 8. L'article 25 du même décret est abrogé.

Art. 9. Dans l'ensemble du décret, les termes « l'Exécutif » sont remplacés par les termes « le Gouvernement ».

Art. 10. Dans l'ensemble du décret, les termes « permis de bâtir » sont remplacés par les termes « permis d'urbanisme ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — 251 (1996-1997) n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 10 février 1999. Discussion et vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 663

[C - 99/27140]

25. FEBRUAR 1999 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Können die Initiative zur Errichtung eines Naturparks ergreifen:

- 1° die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung;
- 2° die Gemeinde(n), in deren Gebiet der Naturpark beabsichtigt wird;
- 3° die Provinz, in deren Gebiet der Naturpark beabsichtigt wird;
- 4° die Gemeinden und die Provinz(en), in deren Gebiet der Naturpark beabsichtigt wird;
- 5° die Vereinigung der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung, der Gemeinde(n) und gegebenenfalls der Provinz(en), in deren Gebiet der Naturpark liegen würde.

Die Behörde, die die Initiative zur Errichtung eines Naturparks ergriffen hat, ist die veranstaltende Behörde dieses Parks.»

Art. 2 - In Artikel 4 § 1 wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut nach dem ersten Absatz eingefügt:

«Wenn die veranstaltende Behörde aus mehreren Gemeinden besteht, wird spätestens zum Zeitpunkt des Entwurfs des Projekts eine Interkommunale gegründet.»

Art. 3 - In Artikel 7 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. § 2 und § 3 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 2. Die Zusammensetzung der Verwaltungskommission ist die folgende:

- 1° Mitglieder, die von den Gemeinderäten der Gemeinden, in deren Gebiet der Naturpark liegt, vorgeschlagen werden, d.h.:
 - wenn sich der Naturpark über das Gebiet einer Gemeinde erstreckt: sechs Mitglieder;
 - wenn er sich über das Gebiet zweier Gemeinden erstreckt: vier Mitglieder pro Gemeinde;
 - wenn er sich über das Gebiet von drei oder vier Gemeinden erstreckt: zwei Mitglieder pro Gemeinde;
 - wenn er sich über das Gebiet von mehr als vier Gemeinden erstreckt: ein Mitglied pro Gemeinde;
- 2° ein Mitglied, das von jedem der Provinzialräte der Provinzen, in deren der Naturpark liegt, vorgeschlagen wird;
- 3° ein Mitglied, das von dem « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagen wird;
- 4° drei Mitglieder, die von der veranstaltenden Behörde vorgeschlagen werden, worunter mindestens ein Vertreter der Kulturvereinigungen, die ihre Tätigkeit in dem Gebiet des Naturparks ausüben oder ausgeübt haben, und gegebenenfalls ein Vertreter der Unternehmen, die ihre Tätigkeiten in dem Gebiet des Naturparks ausüben;
- 5° zwei lokale Mitglieder, die von den Vereinigungen vorgeschlagen werden, die die Naturerhaltung zur Zweckbestimmung haben und ihre Tätigkeiten ganz oder teilweise in dem Gebiet des Naturparks ausüben;

6° drei lokale Mitglieder, die von den Berufsverbänden von Landwirten, von Forstwirten und von Handwerkern vorgeschlagen werden und die selbst Landwirt, Forstwirt oder Handwerker sind;

7° ein Mitglied, das von den lokalen Organisationen vorgeschlagen wird, die sich mit der Förderung des Tourismus beschäftigen;

8° zwei Beamte des Ministeriums der Wallonischen Region: ein Beamter von der für die Naturerhaltung zuständigen Dienststelle und der andere von der für die Raumordnung zuständigen Dienststelle.

§ 3. Die veranstaltende Behörde richtet sich zwecks der Errichtung der Verwaltungskommission an die verschiedenen Einrichtungen und Organe, die damit beauftragt sind, die in § 2 1° bis 7° erwähnten Mitglieder vorzuschlagen.

Die Bewerbungsvorschläge von in § 2 1° bis 7° erwähnten Kandidaten werden der veranstaltenden Behörde binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum, an dem sich die veranstaltende Behörde die verschiedenen in Absatz 1 erwähnten Einrichtungen und Organe gerichtet hat, auf einer doppelten Liste übermittelt.

Wenn die veranstaltende Behörde nicht die Wallonische Region ist, übermittelt sie der Regierung die Vorschläge von Kandidaten.

Mindestens einer der beiden auf jeder Liste stehenden Kandidaten hat seinen Wohnsitz in einer der Gemeinden, über deren Gebiet sich der Naturpark erstreckt. »

2. In § 6 werden die folgenden Absätze nach dem 2. Absatz eingefügt:

«Zwecks der Erneuerung der Verwaltungskommission richtet sich die veranstaltende Behörde an die verschiedenen Einrichtungen und Organe, die damit beauftragt sind, die in § 2 1° bis 7° erwähnten Kandidaten vorzuschlagen.

Die Bewerbungsvorschläge von in § 2 1° bis 7° erwähnten Kandidaten werden der veranstaltenden Behörde binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum, an dem die Mandate der Verwaltungskommission ablaufen, auf einer doppelten Liste übermittelt.

Wenn die veranstaltende Behörde nicht die Wallonische Region ist, übermittelt sie der Regierung die Bewerbungsvorschläge einen Monat vor dem Datum, an dem die Mandate der Mitglieder der Verwaltungskommission ablaufen.

In Ermangelung eines Beschlusses der Regierung am Ablauf der Mandate werden diese um die für ihre Erneuerung notwendige Dauer verlängert.»

Art. 4 - Am Ende von Artikel 10 wird der folgende Absatz eingefügt:

«Die Erteilung von Zuschüssen hängt von der Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets ab.»

Art. 5 - In Artikel 11 werden die Wörter «in Artikel 40 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches» durch die Wörter «in Artikeln 40 und 53 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe» ersetzt.

Art. 6 - Artikel 12 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° der 1. Absatz wird wie folgt ergänzt:

«6° den Bau einer Anlage zur Lagerung von leicht radioaktiven Abfällen.»;

2° dieser Artikel wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

«Der Beschluß der Verwaltungskommission wird sofort dem Antragsteller der Genehmigung, der mit der Erteilung der Genehmigung beauftragten Behörde und der bzw. den Gemeinden, die für seine Veröffentlichung durch Anschlag nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten sorgen, übermittelt.

Ein Einspruch kann gegen den gemäß dem 1. Absatz von diesem Artikel gefaßten Beschluß eingelegt werden, und zwar:

— innerhalb dreißig Tagen ab dem Anschlag des Beschlusses, wenn der Einspruch durch eine beteiligte Drittperson eingelegt wird;

— innerhalb dreißig Tagen ab der Notifizierung, wenn der Einspruch durch den Antragsteller eingelegt wird.

Bei der Regierung wird ein Berufungskollegium errichtet, das seinen Sitz in Namur hat und dessen Mitglieder von der Regierung ernannt werden.

Der Einspruch wird beim Berufungskollegium eingelegt, das innerhalb dreißig Tagen darüber entscheidet.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Mitglieder des Kollegiums gefaßt.

Das Berufungskollegium besteht aus acht Mitgliedern, die von der Regierung ernannt werden:

— ein Mitglied der «Commission régionale d'Aménagement du Territoire» (C.R.A.T.) (Regionalausschuß für Raumordnung), das unter den vorgeschlagenen Personen ausgewählt wird;

— ein Mitglied des «Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature» (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur), das unter den vorgeschlagenen Personen ausgewählt wird;

— ein Mitglied des «Conseil économique et social de la Région wallonne» (C.E.S.R.W) (Sozial- und Wirtschaftsrat der Wallonischen Region), das unter den vorgeschlagenen Personen ausgewählt wird;

— der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt (D.G.R.N.E.) oder sein Stellvertreter;

— der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes (D.G.A.T.L.P.) oder sein Stellvertreter;

— der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, oder sein Stellvertreter;

— der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, oder sein Stellvertreter;

— der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, oder sein Stellvertreter.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, führt den Vorsitz des Kollegiums.

Die Mitglieder einer Verwaltungskommission eines Naturparks sind nicht berechtigt, ebenfalls Mitglieder des Berufungskollegiums zu sein.

Die Regierung legt die Modalitäten der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Berufungskollegiums fest. »

Art. 7 - Artikel 17 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Die Grenzen eines Naturparks können auf Initiative der veranstaltenden Behörde abgeändert werden. Diese Abänderung kann zur Abänderung der Benennung und des Verwaltungsplans des Naturparks führen.

Die veranstaltende Behörde entwirft ein Projekt, ohne dabei den Rat eines Fachausschusses einholen zu müssen. Für das übrige sind Artikel 4 und 5 anwendbar.

Die Verwaltungskommission wird über das gesamte Projekt zu Rate gezogen.

§ 2. Jede einen Naturpark angrenzende Gemeinde kann die Aufnahme ihres gesamten Gebiets oder eines Teils davon in diesen Park beantragen.

In diesem Fall nimmt die veranstaltende Behörde den Antrag in Betracht. Sie informiert die Wallonische Regierung darüber, holt die Stellungnahme des «Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature» ein und zieht die Verwaltungskommission zu Rate. Sie faßt einen Beschluß, der aufgrund der in Artikel 1 und in Artikel 6 1° des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Ziele begründet wird und sie informiert die Regierung darüber.

Wenn der Beschluß der veranstaltenden Behörde dem von einer angrenzenden Gemeinde gestellten Antrag auf Aufnahme in den Park stattgibt, entwirft die veranstaltende Behörde spätestens innerhalb sechs Monaten nach dem Beschluß ein Projekt über die Abänderung der Grenzen des Parks gemäß dem § 1 dieses Artikels.

§ 3. Der Verwaltungsplan eines Parks kann auf Vorschlag der Verwaltungskommission von der veranstaltenden Behörde abgeändert werden.

Was die in Artikel 6 1° erwähnten, verfolgten Ziele betrifft, darf jedoch keine Abänderung an dem Verwaltungsplan während der ersten drei Jahre nach der Errichtung des Naturparks vorgenommen werden.

§ 4. Wenn die Abänderung der Grenzen des Naturparks eine Abänderung der Zusammensetzung der Verwaltungskommission zur Folge hat, dann muß diese Abänderung innerhalb drei Monaten nach dem Inkrafttreten des Erlasses der Regierung, der die Abänderung beschließt oder genehmigt, erfolgen.

§ 5. Wenn die Abänderung der Grenzen des Naturparks die Aufnahme eines Teils des Gebiets einer Gemeinde, die schon Mitglied der veranstaltenden Behörde ist, bezweckt, werden die in Artikel 4 § 2 erwähnten Beratungen auf die betroffene Gemeinde und auf den «Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature» beschränkt.

Art. 8 - Artikel 25 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 9 - Im gesamten Dekret wird das Wort « Exekutive » durch das Wort « Regierung » ersetzt.

Art. 10 - Im gesamten Dekret wird das Wort « Baugenehmigung » durch das Wort « Städtebaugenehmigung » ersetzt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzung 1998-1999.*

Dokumente des Rats. — 251 (1996-1997), Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 10. Februar 1999. Diskussion und Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 663

[C - 99/27140]

25 FEBRUARI 1999. — **Decreet tot wijziging van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 2. Mogen het initiatief nemen tot het inrichten van een natuurpark :

1° het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering;

2° de gemeente(n) op het gebied waarvan het natuurpark voorzien is;

- 3° de provincie op het gebied waarvan het natuurpark voorzien is;
 4° de gemeenten en de provincie(s) op het gebied waarvan het natuurpark voorzien is;
 5° de vereniging van het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, de gemeente(n) en, in voorkomend geval, de provincie(s) op het gebied waarvan het natuurpark voorzien zou zijn.

De overheid die het initiatief nam voor de inrichting van een natuurpark is de inrichtende macht van dat park. »

Art. 2. In artikel 4, § 1, na het eerste alinea, een als volgt opgesteld alinea invoegen :

« Indien de inrichtende macht uit meerdere gemeenten bestaat wordt een intercommunale opgericht laatstens op het ogenblik van het opmaken van het project. »

Art. 3. In artikel 7 volgende wijzigingen aanbrengen :

1. §§ 2 en 3 worden vervangen door volgende bepalingen :

« § 2. Het beheercomité is samengesteld als volgt :

1° de leden voorgedragen door de gemeenteraden van de gemeenten op het grondgebied waarvan het natuurpark zich uitstrekt, ofwel :

- indien het natuurpark zich over het grondgebied van een gemeente uitstrekt, zes leden;
- indien het natuurpark zich over het grondgebied van twee gemeenten uitstrekt, vier leden per gemeente;
- indien het natuurpark zich over het grondgebied van drie of vier gemeenten uitstrekt, twee leden per gemeente;
- indien het natuurpark zich over het grondgebied van meer dan vier gemeenten uitstrekt, een lid per gemeente;

2° een lid voorgedragen door ieder van de provinciale raden van de provincies op het grondgebied waarvan het natuurpark zich uitstrekt;

3° een lid voorgedragen door de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud;

4° drie leden voorgedragen door de inrichtende macht waarvan ten minste één de culturele verenigingen vertegenwoordigt die hun activiteit uitoefend hebben of uitoefenen op het grondgebied van het natuurpark en, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de bedrijven die hun activiteiten uitoefenen op het grondgebied van het natuurpark;

5° twee plaatselijke leden voorgedragen door verenigingen die het natuurbehoud tot doel hebben en die hun activiteit uitoefenen geheel of ten dele op het grondgebied van het natuurpark;

6° drie plaatselijke leden voorgedragen door beroepsverenigingen van landbouwers, bosbouwers en ambachtslieden en die zelf landbouwer, bosbouwer of ambachtsman zijn;

7° een lid voorgedragen door de plaatselijke organisaties die zich bezighouden met de ontwikkeling van het toerisme;

8° twee ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, behorend de ene tot de dienst bevoegd voor het natuurbehoud, de andere tot de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening.

§ 3. De inrichtende macht doet beroep op de verschillende organismen en instellingen die de in § 2, 1° tot 7°, bedoelde leden moeten voordragen om het beheercomité samen te stellen.

De in § 2, 1° tot 7°, bedoelde kandidaten worden op een dubbele lijst voorgesteld aan de inrichtende macht binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum waarop de inrichtende macht beroep heeft gedaan op de verschillende organismen en instellingen bedoeld in het eerste alinea.

Indien de inrichtende macht niet het Waalse Gewest is, maakt zij de lijst van de voorgedragen kandidaten over aan de Regering.

Minstens één van de twee kandidaten voorkomend op iedere lijst dient gedomicilieerd te zijn in één van de gemeenten op het grondgebied waarvan het natuurpark zich uitstrekt. »

2. In § 6 worden volgende alinea's na het tweede alinea ingevoegd :

« Om het beheercomité te vernieuwen doet de inrichtende macht beroep op de verschillende organismen en instellingen die de in § 2, 1° tot 7°, bedoelde leden moet voorstellen.

De in § 2, 1° tot 7°, bedoelde kandidaten worden voorgesteld op een dubbele lijst aan de inrichtende macht laatstens twee maanden voor de datum waarop de mandaten van het beheercomité verstreken zijn.

Indien de inrichtende macht niet het Waalse Gewest is, maakt zij de lijst van de voorgedragen kandidaten over aan de Regering een maand voor de datum waarop de mandaten van de leden van het beheercomité zullen verstrijken.

Indien de Regering geen beslissing neemt bij het verstrijken van de mandaten worden zij verlengd zolang nodig is om in hun vernieuwing te voorzien. »

Art. 4. Bij artikel 10 wordt, in fine, het volgende alinea gevoegd :

« De toekenning van deze toelagen is verbonden aan de naleving van de bepalingen van het decreet. »

Art. 5. In artikel 11 dienen de woorden « artikel 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw » te worden vervangen door « artikelen 40 en 53 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium ».

Art. 6. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. Het eerste alinea wordt aangevuld als volgt :

« 6° de constructie van een opslaginstallatie voor licht radioactieve afval. »

2. Dit artikel wordt aangevuld door volgende alinea's :

« De beslissing van het beheercomité wordt onmiddellijk betekend aan de aanvrager van de machtiging, aan de overheid die de vergunning aflevert en aan de gemeente(n) die voor de bekendmaking ervan zorgen door aanplakbiljetten overeenkomstig de door de Regering vastgestelde wijze.

Een beroep kan ingediend worden tegen de beslissing van het beheercomité genomen krachtens alinea 1 van dit artikel :

— binnen dertig dagen na de bekendmaking van de beslissing door aanplakbiljetten, indien het beroep ingediend werd door een derde belanghebbende;

— binnen dertig dagen na de bekendmaking van de beslissing, indien het beroep ingediend werd door de aanvrager.

Er wordt een college van de beroepen bij de Regering opgericht, waarvan de zetel te Namen is gevestigd en waarvan de leden door de Regering aangesteld worden.

Het beroep wordt ingediend bij het college van de beroepen dat een beslissing neemt binnen dertig dagen.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid der leden van het college.

Het college van de beroepen bestaat uit acht door de Regering aangestelde leden :

— een lid van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire (C.R.A.T.) » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) dat onder de voorgedragen personen wordt gekozen;

— een lid van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud) dat onder de voorgedragen personen wordt gekozen;

— een lid van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) dat onder de voorgedragen personen wordt gekozen;

— de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (D.G.R.N.E.) of zijn vertegenwoordiger;

— de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium (D.G.A.T.L.P.) of zijn vertegenwoordiger;

— de Minister bevoegd voor Natuurbehoud of zijn vertegenwoordiger;

— de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening of zijn vertegenwoordiger;

— de Minister bevoegd voor Economie of zijn vertegenwoordiger.

Het college wordt voorgezeten door de Minister bevoegd voor Natuurbehoud.

De leden van een beheercomité van een natuurpark mogen niet tegelijk lid zijn van het college van de beroepen.

De Regering bepaalt de samenstellings- en werkingswijzen van het college van de beroepen. »

Art. 7. Artikel 17 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De begrenzingen van een natuurpark kunnen gewijzigd worden op initiatief van de inrichtende macht. Deze wijziging kan deze van de benaming en van het beheerplan van het park meebrengen.

De inrichtende macht stelt een ontwerp op zonder een studiec comité hoeven te raadplegen. Voor het overige zijn artikelen 4 en 5 van toepassing.

Het beheercomité wordt geraadpleegd omtrent het volledig ontwerp.

§ 2. Iedere aangrenzende gemeente van een natuurpark kan de volledige of gedeeltelijke integratie van haar grondgebied in dat park vragen.

In dat geval overweegt de inrichtende macht de aanvraag, stelt de Waalse Regering in kennis hiervan, vraagt het advies van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud en raadpleegt het beheercomité. Zij neemt een beslissing die gemotiveerd is door de in artikel 1 en in artikel 6, 1°, van dit decreet bedoelde doelstellingen en stelt de Waalse Regering in kennis hiervan.

Wanneer de inrichtende macht een gunstige beslissing neemt voor de aanvraag tot integratie ingediend door een aangrenzende gemeente maakt de inrichtende macht een project tot wijziging van de grenzen van het park op overeenkomstig paragraaf 1 van dit artikel, ten laatste binnen zes maanden na de beslissing.

§ 3. Het beheerplan van een park kan, op voorstel van het beheercomité, door de inrichtende macht gewijzigd worden.

Voor wat betreft de in artikel 6, 1°, bedoelde doelstellingen die nagestreefd worden, kan echter geen wijziging plaatsvinden binnen de drie eerste jaren na de oprichting van het natuurpark.

§ 4. Indien de wijziging van de begrenzingen van het natuurpark een gevolg heeft voor de samenstelling van het beheercomité moet deze wijziging gebeuren binnen drie maanden na de inkrachttrading van het besluit van de Regering tot bepaling of goedkeuring van de wijziging.

§ 5. Indien de wijziging van de begrenzingen van het natuurpark de integratie beoogt van een deel van het grondgebied van een gemeente die reeds deel uitmaakt van de inrichtende macht beperken de in artikel 4, § 2, voorziene raadplegingen zich tot de betrokken gemeente en tot de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud. »

Art. 8. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 9. In de volledige tekst van het decreet worden de woorden « de Executieve » vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 10. In de volledige tekst van het decreet worden de woorden « bouwvergunning » vervangen door de woorden « stedenbouwvergunning ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — 251 (1996-1997), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 10 februari 1999. Bespreking en stemming.



F. 99 — 664

[C — 99/27141]

**11 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 182, § 1^{er}, remplacé par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 février 1999;

Vu la nécessité d'adapter la liste des sites d'intérêt régional telle qu'annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêts régional tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998, eu égard au fait qu'en date du 26 août 1998, la ville de Fontaine-l'Évêque a délivré à la société CARBOCERAM un permis de valorisation du terri n° 2 emportant de droit les permis d'urbanisme et d'exploiter une usine pour la fabrication d'objets en céramique sur le site dit « Briqueterie SURCHISTE » et que dès lors il n'y a plus lieu de considérer ce site, ni comme un site d'activité économique désaffecté, ni comme un site d'intérêt régional;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. La liste annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 est remplacée par la liste annexée au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN